

L'hon. Chrystia Freeland, CP, députée
Ministre des Affaires étrangères
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0G2

Le 25 juin 2019

Chère Ministre Freeland,

Nous, sénateurs et leaders de la société civile soussignés, écrivons cette lettre pour exhorter le Canada à prendre des mesures immédiates concernant le génocide en cours contre le peuple Rohingya au Myanmar en engageant des poursuites devant la Cour internationale de justice. Près d'un million de réfugiés rohingyas ont fui au Bangladesh. En mars 2019, le Bangladesh avait informé le Conseil de sécurité des Nations Unies qu'il n'accepterait plus les réfugiés Rohingya fuyant le Myanmar. Pour les Rohingya, il est clair que la situation ne fait que s'aggraver.

Dans son rapport de 2018 intitulé « Dites-leur que nous sommes humains » : ce que Canada et le monde peuvent faire au sujet de la crise des Rohingyas / rapport de l'envoyé spécial du premier ministre, l'honorable Bob Rae, souligne que « c'est un principe fondamental de la politique étrangère du Canada : les responsables de crimes internationaux, y compris les crimes contre l'humanité et le génocide, doivent en être tenus responsables ». En tant que parlementaires et membres de la société civile concernés, nous sommes fermement convaincus que les responsables du génocide contre les Rohingyas doivent être tenus responsables par la communauté internationale. Nous sommes fermement convaincus que le Canada est en mesure d'exercer un leadership fort et efficace à l'échelle mondiale en réponse au génocide en poursuivant cette affaire devant la Cour internationale de justice.

Comme vous le savez, en septembre 2018, la Chambre des Communes et le Sénat ont adopté à l'unanimité la motion du député Andrew Leslie reconnaissant la situation des Rohingyas comme un génocide. Le 3 avril 2019, la sénatrice McPhedran a annoncé au Sénat qu'elle présenterait la *Motion 476 tendant à exhorter le gouvernement à invoquer la Convention sur le génocide afin d'obliger le Myanmar à respecter ses obligations et à trouver des solutions qui permettront de réparer les torts causés au peuple rohingya*. Cette motion a été élaborée en consultation avec des experts de la société civile et du monde universitaire afin de réaffirmer l'engagement du Canada en faveur des droits de la personne par le biais d'actions concrètes à mener dans le cadre de la campagne de génocide menée par le Myanmar contre les Rohingyas. La motion 476 du Sénat renforce la demande formulée dans une lettre du 29 mai 2019 du Groupe parlementaire multipartite pour la prévention du génocide et autres crimes contre l'humanité, demandant au Canada d'entamer des procédures judiciaires devant la Cour internationale de Justice en ce qui concerne la violation par le Myanmar de la Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression du génocide.

La sénatrice McPhedran a présenté la motion 476 au Sénat le 11 avril 2019. En mai 2019, les sénateurs Omidvar, Ataullahjan, Ravalia et Cordy ont exprimé leur soutien et le Sénat a accepté un amendement du sénateur Ravalia visant à supprimer les mots « pour libérer les journalistes de

Reuters incarcérés, et » de la motion 476 parce que, heureusement, ces journalistes ont été relâchés pendant le débat sur la motion. Cependant, depuis que la sénatrice Yonah Martin a pris l'ajournement le 16 mai 2019, la motion 476 n'a plus été débattue, malgré de nombreuses tentatives.

À l'approche des vacances parlementaires, la sénatrice McPhedran, le professeur Irwin Cotler, le conseiller municipal de Montréal, Marvin Rotrand, et les leaders de la société civile, M. Fareed Kahn du Réseau des droits de la personne Rohingya, et Mme Catherine Morris, de Lawyers' Rights Watch Canada, ont tenu une conférence de presse le 13 juin expliquant la nécessité urgente pour le Sénat d'adopter la motion 476. On espérait que le fait d'exprimer publiquement ses préoccupations auprès des parlementaires, des universitaires, des municipalités et de la société civile servirait de rappel important que les canadiens n'ont pas oublié le génocide en cours contre les rohingyas et que les canadiens souhaitent que le gouvernement fasse preuve de détermination pour suivre les paroles de la motion conjointe de la Chambre des Communes et du Sénat de septembre 2018 et lutte contre l'impunité dont jouit actuellement l'État du Myanmar, l'auteur des crimes.

Madame la ministre, comme vous le savez bien, la motion parlementaire conjointe de septembre 2018 a fait du Canada le premier pays au monde à nommer officiellement ce génocide. Avec cette lettre ouverte, nous exhortons le gouvernement du Canada à passer à la prochaine étape en invoquant la Convention sur le génocide afin de tenir le Myanmar responsable, car nous avons l'obligation morale et juridique de le faire.

Nous vous remercions de l'attention que vous portez à cette question importante.

Cordialement,

L'hon. Raynell Andreychuk, sénatrice pour la Saskatchewan
L'hon. Jane Cordy, sénatrice pour la Nouvelle-Écosse
L'hon. Mobina Jaffer, sénatrice pour la Colombie-Britannique
L'hon. Paul Massicotte, sénateur pour le Québec (De Lanaudière)
L'hon. Lillian Dyck, sénatrice pour la Saskatchewan
L'hon. Elaine McCoy, sénatrice pour l'Alberta
L'hon. Larry Campbell, sénateur pour la Colombie-Britannique
L'hon. Yonah Martin, sénatrice pour la Colombie-Britannique
L'hon. Salma Ataullahjan, sénatrice pour l'Ontario (Toronto)
L'hon. Larry Smith, sénateur pour le Québec (Saurel)
L'hon. Jean-Guy Dagenais, sénateur pour le Québec (Victoria)
L'hon. Paul McIntyre, sénateur pour le Nouveau-Brunswick
L'hon. Frances Lankin, P.C., sénatrice pour l'Ontario
L'hon. Ratna Omidvar, sénatrice pour l'Ontario
L'hon. Raymonde Gagné, sénatrice pour le Manitoba
L'hon. Diane Griffin, sénatrice pour l'Île-du-Prince-Édouard
L'hon. Gwen Boniface, sénatrice pour l'Ontario
L'hon. Wanda Thomas Bernard, sénatrice pour la Nouvelle-Écosse
L'hon. Lucie Moncion, sénatrice pour l'Ontario

L'hon. Kim Pate, sénatrice pour l'Ontario
L'hon. Marilou McPhedran, sénatrice pour le Manitoba
L'hon. Tony Dean, sénateur pour l'Ontario
L'hon. Éric Forest, sénateur pour le Québec (Gulf)
L'hon. Raymonde Saint-Germain, sénatrice pour le Québec (De la Vallière)
L'hon. Marc Gold, sénateur pour le Québec (Stadacona)
L'hon. Rosa Galvez, sénatrice pour le Québec (Bedford)
L'hon. Mary Coyle, sénatrice pour la Nouvelle-Écosse (Antigonish)
L'hon. Marty Deacon, sénateur pour l'Ontario (Waterloo Region)
L'hon. Yvonne Boyer, sénatrice pour l'Ontario
L'hon. Colin Deacon, sénateur pour la Nouvelle-Écosse
L'hon. Julie Miville-Dechêne, sénatrice pour le Québec (Inkerman)
L'hon. Bev Busson, sénatrice pour la Colombie-Britannique
L'hon. Paula Simons, sénatrice pour l'Alberta
L'hon. Rosemary Moodie, sénatrice pour l'Ontario

Organisations de la société civile:

Arakan Historical Society
Barreau de l'Ontario
Burmese Muslim Association
Calgary Karen Community Association
Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient
Canadians in Support of Refugees in Dire Need
Canadian Rohingya Development Initiative
Canadians United Against Hate
Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, Université d'Ottawa
Le conseil canadien des femmes musulmanes
Edmonton Karen Community Association
Innerspeak Media
Inter Pares
Karen Community of Canada
Karen Community of Hamilton
Karen Community of Leamington
Karen Community of Lethbridge
Karen Community of London
Karen Community of Ottawa
Karen Community of Regina
Karen Community of Saskatoon
Karen Community Society of British Columbia
Karen Community of Toronto
Karen Community of Winnipeg
Lawyers' Rights Watch Canada
Mae Sot Education Project
Magrath's International Legal Counsel
Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies

Mouvement Québécois pour la Paix
National Union of Public and General Employees
Nobel Women's Initiative
Peacemakers Trust
Project Umbrella Burma
Raoul Wallenberg Centre for Human Rights
Réseau de droits de la personne Rohingya
Rohingya Activists
Rohingya Association of Canada
Rohingya ROSE FC
Samuels & Company
Save Rohingya World Wide
Shaarei-Beth El Congregation
Thunder Bay Karen Community Association
YWCA Canada

Comme individus:

Abu Bakkar Siddik
Aliya Khan
Areeba Munawar
Asie Uhlla
Aslam Bulbulia
Aung Kyaw Htet
Brandon Silver
Brian Rowe
Catherine Morris
Dean E. Peachey
Elizabeth Lee
Enam Ullah
Fareed Khan
Fareed Uddin
Fiona Jeyachandran
Frances Deverell
Gail Davidson
Gloriana Arnesto
Hanna Bokhari
L'hon. Irwin Cotler, Ancien ministre de la Justice et procureur général du Canada
Jenny Reid
Jodi Dueck-Read
Joey Doyle
Professeur John Packer
Jon Sears
Joshua Lam
K'Nyaw Htoo
Karima Hefnawi

Professeure Kathleen Mahoney
Kawli Mullah
Kirt Mausert
Kyle Matthews
Dr. Laura Madokoro
Laurel McBride
Mary Purkey
Michael Luce
Mohammed Ayub bin Mohamed
Muhd yunus Bin Nazir Ahamed
Neil Funk-Unrau
Nisha Toomey
Paul A. Turcot
Paul Copeland, C.M.
Professeur Payam Akhavan
Peter Goodspeed
Rabbi Raysh Weiss
Renee Mulligan
Dr. Rhoda E. Howard-Hassmann
Rod Germaine
Dr. Ross Michael Pink
Sarrah Virji
Sharjil Hussain, MD
Professeure Sharry Aiken
Révérend Steve Berube
Susan Breau
Susan Hartley
Yasmin Asgarali Glassford
Yuriko Cowper-Smith
Zartasha Zainab